



IDÉES

Olivier Hamant Le premier quinquennat de l'« ère pénurique »

Alors que l'humanité entre dans une époque de pénurie généralisée, le biologiste considère que cette nouvelle donne doit permettre d'aligner les agendas économique et écologique

L'enjeu du mandat sera de « sortir la France des énergies fossiles », comme l'assurait récemment la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher. Ce type de discours liant écologie et énergies est très consensuel, mais aussi très étroit. En particulier, les frontières planétaires, qui définissent l'espace de viabilité de l'humanité sur Terre, indiquent plutôt que la biodiversité et les cycles de l'azote et du phosphore sont les sujets à mettre en priorité sur la table : ce sont les frontières que nous avons le plus dépassées, et de très loin. Une analyse élargie aux neuf frontières planétaires montre aussi que le premier levier pour inverser la crise environnementale est l'agriculture, et ensuite la chimie, selon un article publié en 2019 par *The Lancet*. Si l'énergie a un rôle transversal dans ces secteurs, il serait simpliste de penser que de nouvelles technologies énergétiques suffiraient à restaurer la biodiversité ou le stock de phosphate pour notre agriculture.

Ce qui pose question ici, c'est plutôt le décalage abyssal entre un gouvernement qui voit la pénurie comme un problème circonscrit et résorbable, alors même que les mondes économique et écologique se rejoignent enfin sur le constat d'une pénurie globale et durable de toutes les ressources, non renouvelables (granulat, acier, métaux rares, etc.) comme renouvelables (bois, blé, huiles, terres arables, eau, etc.).

A cela s'ajoute une pénurie de ressources humaines sans précédent, dans tous les secteurs ou presque. Il va donc falloir changer de logiciel, en profondeur.

Les entreprises le font déjà. Elles inventent une économie où tous les dogmes sont inversés. Par exemple, certaines entreprises du BTP vont contre le « zéro stock » et achètent leur matière première sans même connaître le coût associé, simplement pour être sûres d'avoir suffisamment de matière pour pouvoir travailler à l'avenir. Plus inté-

ressant, les entreprises dialoguent de plus en plus souvent avec leurs concurrents directs pour trouver des solutions. Le concept de concurrence libre et non faussée n'est plus opérationnel en temps de pénurie. On notera d'ailleurs que cette réaction de bon sens se retrouve également dans le monde vivant : quand les ressources sont abondantes, les systèmes vivants sont souvent en compétition ; quand la pénurie arrive, ces mêmes systèmes basculent dans la coopération, que ce soit des arbres dans une forêt, des cellules dans un corps, ou des levures dans des tubes à essai, ainsi que l'ont démontré les agronomes et biologistes Gauthier Chapelle et Pablo Servigne.

Alors, que pourrait-on souhaiter pour ce premier mandat de l'« ère pénurique » ? Tout simplement, que les politiques regardent en face l'inversion économique en cours pour mieux en saisir la profondeur. Le vivant, qui contient une librairie de solutions face aux pénuries, pourrait également donner des éclairages pertinents. En voici quelques pistes.

Robustesse sociale

Confrontés à la pénurie, les êtres vivants ne deviennent pas plus efficaces ; au contraire, ils se diversifient (génétiquement), comme le démontre la recherche. Il en va de même pour le monde socio-économique : les gains d'efficacité ne résolvent pas les problèmes de pénuries. Pourquoi ? L'effet rebond, bien décrit depuis le XIX^e siècle, démontre qu'une technologie plus efficace devient en général plus attractive, écrase les autres, crée de nouveaux besoins et, au final, augmente la consommation globale de ressources. C'est bien plutôt l'entraide locale et la diversification des compétences qui permettront de maintenir une activité économique, à stock de ressources constant.

Le second risque serait de considérer que de grands plans étatiques d'infrastructures vont permettre de répondre à la crise éner-

gétique. Dans un monde aux ressources en épuisement, si nous arrivons trop vite à l'objectif d'autonomie énergétique, nous prenons plutôt le risque de ne pas pouvoir maintenir d'autres objectifs au moins aussi importants, comme l'accès à l'eau potable et à des aliments sains. Alors, que faire ? Plutôt que miser sur des structures très verticales et donc très fragiles, une solution bien mieux calibrée en pénurie est de rendre aux territoires leur autonomie, c'est-à-dire, comme pour le vivant, d'adopter une organisation nettement plus modulaire. Le mandat qui vient devrait être celui d'une décentralisation puissante, seule à même de répondre aux défis pluriels des pénuries. Encore une fois, ce mouvement est déjà là, par exemple avec le déploiement actuel des régies municipales de l'eau et des régies municipales agricoles. Ces structures ont par contre besoin d'un Etat qui reconnaisse leurs efforts, notamment sur le plan réglementaire. Chaque nouvelle initiative locale est aussi une preuve de principe, à laquelle la loi doit pouvoir donner sa place.

Enfin, dans un monde en pénurie, tout fluctue. Nous entrons dans une période de turbulence géopolitique, sociale et écologique. Dans ce monde-là, c'est la robustesse, c'est-à-dire les capacités à maintenir une certaine stabilité, malgré les fluctuations, qui doit d'abord guider les décisions. Encore une fois, il suffit d'ouvrir les yeux pour voir ce monde naître : agroécologie, habitat participatif, ateliers de réparation... Nos territoires se convertissent. Comme le dit le philosophe Victor Petit, il s'agit de passer du monde des smart cities au monde des « smart citizens ». Cette robustesse sociale en construction est certainement l'enjeu politique le plus stimulant du siècle à venir. C'est maintenant au gouvernement d'en saisir la profondeur historique. ■

Olivier Hamant est chercheur en biologie à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Il dirige l'Institut Michel-Serres, une structure de recherche et de formation sur l'art et la science. Il a écrit « *La Troisième Voie du vivant* » (Odile Jacob, 288 pages, 24,90 euros)